

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 22 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LORMAFER

La Houve Siège 1
BP 71
57150 Creutzwald

Références : CREUTZWALD_LORMAFER_2023-09-20_RAPVI_RAK_24519_V4.odt
Code AIOT : 0006201114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/05/2023 dans l'établissement LORMAFER implanté La Houve Siège 1 BP 71 - 57150 Creutzwald. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORMAFER
- La Houve Siège 1 BP 71 - 57150 Creutzwald
- Code AIOT : 0006201114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Créée en 1961, la société LORMAFER, basée sur l'ancien carreau de la mine au Siège 1 - La Houve sur la commune de Creutzwald, est spécialisée dans la maintenance de matériel ferroviaire (nettoyage des wagons-citernes et opérations de traitement de surface). Elle fait partie du groupe NOVAFER qui dispose également d'un centre de maintenance en région Auvergne Rhône-Alpes. Les exercices d'épreuves (remplissage des wagons-citernes puis mise sous pression pour vérification de l'étanchéité de ces derniers) sont l'activité du site engendrant la plus grosse part de consommation d'eau du site. LORMAFER exploite le site de Creutzwald sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2013-DLP/BUPE-202 du 12/07/2013 modifié. Le site est également soumis aux arrêtés ministériels du 12 mai 2020 relatif aux ICPE soumises à l'enregistrement au titre de la rubrique 2940. L'inspection porte sur l'activité de peinture du site et en particulier les moyens de lutte contre

l'incendie dédiés à cette activité présents sur le site.

Les activités peinture sont réalisées dans un bâtiment ; une partie de celui-ci a été séparée du reste du bâtiment pour y installer récemment une cabine de peinture, dénommée "nouvelle cabine de peinture" par l'exploitant, équipée d'un point de rejet spécifique.

Le reste du bâtiment est muni d'autres points de rejet.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Appréhension du risque incendie et moyens de lutte disponibles ;
- Surveillance des rejets dans l'air.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle périodique	Arrêté préfectoral du 12 juillet 2013, article 8.1.4	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5	/	Sans objet
4	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.3	/	Sans objet
5	Surveillance	Arrêté préfectoral du 12/07/ 2013, article 2.2.4.2	/	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	Arrêté préfectoral du 12/07/2013, article 2.1	/	Sans objet
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 6.2. IV	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement	/	Lettre de suite si non réponse de l'exploitant sous quinze jours

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque accidentel, en particulier le risque incendie relatif à l'activité de peinture, est appréhendé par le site avec notamment la présence d'extincteurs et de RIA.

Il a été constaté lors de la visite que le point de rejet situé au niveau de la nouvelle cabine de peinture, n'a toujours pas été déclaré à l'administration alors qu'il avait été observé lors de l'inspection du 13 octobre 2022, il est nécessaire que l'exploitant se mette en conformité. Un délai de quinze jours est laissé à l'exploitant pour se mettre en conformité avec la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le contrôle réglementaire s'est concentré sur la rubrique 2940
Constats : Les quantités de produits reçus par an et au maximum par journée (peintures, solvants, colles, vernis,...) sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">• quantité en 2020 de peinture consommée : 66 667kg soit une conso de 277 kg/j• quantité en 2021 de peinture consommée : 49 809 kg soit une conso de 207 kg/j• quantité en 2022 de peinture consommée : 43 107kg soit une conso de 179 kg/j ==> supérieur à 100kg/j Le site est bien classé à enregistrement pour la rubrique d'après la nomenclature 2940. L'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux ICPE soumises à l'enregistrement au titre de la rubrique 2940 s'applique bien au site. Il a été constaté lors de la visite que la cabine de peinture n'a pas été déclarée à l'administration en vertu de l'article L 181-46-II du Code de l'environnement. Elle doit être déclarée à l'administration, ainsi que le nouveau point de rejet situé au niveau de cette nouvelle cabine de peinture.
Observations : Le point de rejet sus-visé doit être déclaré sous 15 jours à l'Inspection et l'exploitant doit réaliser les mesures de rejet prévues réglementairement (fréquence, substances contrôlées, etc)
Type de suites proposées : Lettre de suite
Proposition de suites : Lettre de suite sous réserve d'autres mesures administratives ultérieures si l'exploitant ne satisfait pas à ses obligations

N° 2 : Contrôle des rejets airs

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 juillet 2013, article 8.1.4
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un contrôle trimestriel de rejets de l'atelier de grenailage et de peintures (conduits 27 et 28) portera sur les paramètres visés à l'article 2.2.4.1. [...]
Constats : Des mesures des rejets airs sont faites tous les trimestres par une société extérieure pour les points de mesures de l'atelier de peinture. Par contre, les mesures au niveau du point de rejet de la nouvelle cabine de peinture sont faites une fois par an bien que ce point n'ait pas été déclaré à l'Administration. Le rapport de mesures du 1 ^{er} trimestre 2023 du 15 mai 2023 a été présenté lors de la visite.

Observations : L'exploitant devra justifier à l'inspection le fait qu'il ne fait réaliser qu'une campagne de mesures par an sur ce nouveau point de rejet.
Type de suites proposées : Sans suite dans l'immédiat

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <p>a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p> <p>b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</p> <p>c) De robinets d'incendie armés (RIA) ;</p> <p>d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. <p>Ces deux types de points d'eau incendie sus-cités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation.</p> <p>S'il s'agit de points d'eau incendie privés, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - permet aux services d'incendie et de secours d'assurer les reconnaissances opérationnelles ; - indique aux services d'incendie et de secours les modifications relatives à la disponibilité ou indisponibilité des points d'eau incendie dans les plus brefs délais ; - implante, signale, maintient et contrôle les points d'eau selon les dispositions techniques en vigueur dans le département. <p>[...]</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie. Le personnel, y compris le cas échéant le personnel des entreprises extérieures, est instruit sur les conduites à tenir en cas de sinistre.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré disposer de 184 extincteurs et de 4 RIA sur le site. Un contrôle annuel des RIA et des extincteurs est fait par une société extérieure. Le dernier contrôle date du 21 décembre 2022. Le jour de la visite, cette société extérieure était présente sur le site pour procéder au changement des extincteurs qui le nécessitaient.</p> <p>Lors de la visite de l'atelier de peinture, les extincteurs et RIA ont été examinés par sondage. Sur les équipements observés, il était bien noté que le dernier contrôle avait été fait en décembre 2022.</p> <p>Le site dispose d'une alarme d'évacuation avec déclenchement manuel. Le plan des bornes incendies a été présenté lors de la visite. Les bornes incendies sont testées tous les ans par les pompiers. Les employés du site ont suivi une formation sur l'usage des extincteurs en 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose des plans des différentes parties de son site. Ces plans avec les différents moyens de lutte contre les incendies se trouvent également dans le POI. Les pompiers disposent de ces plans.</p> <p>Un exercice d'évacuation est fait tous les ans. L'ensemble du personnel a été formé à l'usage des extincteurs. Les consignes d'urgence sont affichées sur le site avec le nom du chef file et serre file.</p> <p>L'affichage avec la localisation des différents moyens de lutte contre l'incendie et des sorties de secours est bien présent dans le hall de peinture.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan général avec les différentes zones de danger. L'exploitant a déclaré lors de la visite que les pompiers disposent de ce plan. Il convient que l'exploitant en dispose d'un également.</p> <p>Par courriel du 23/10/2023, l'exploitant a envoyé à l'inspection un plan par secteur des risques avec les pictogrammes reprenant les codes de dangers liés aux produits stockés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12 juillet 2013, article 2.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance COV supérieur à 1 tonnes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Un bilan quantitatif des émissions de COV émis à l'atmosphère est établi annuellement et transmis avant le 1er avril de chaque année à l'inspection des Installations Classées. Outre l'aspect quantitatif, ce bilan précise également les principales sources d'émission et ses modalités de réalisation. [...]
Constats : L'exploitant a un bilan quantitatif via un plan de gestion des solvants (PGS). Le plan 2022 réalisé en mars 2023 a été présenté lors de l'inspection. Le PGS a été transmis à l'inspection par courriel le 7 juin 2023. La quantité d'émission diffuse pour l'ensemble du site était de 2 593,12 kg en 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 12/07/2013, article 2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Points de rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur. Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits; notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. [...]
Constats : Plusieurs points de rejet sont présents dans le hall de peinture. Il y a également un nouveau point de rejet au niveau de l'atelier de peinture. Les rejets se font vers le haut et il n'a pas été constaté la présence d'élément pouvant empêcher la bonne évacuation des rejets. L'aspiration de l'un des points de rejet du hall de peinture et de celui de la nouvelle cabine de peinture ont été testés. Ils fonctionnaient correctement dans les deux cas.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 6.2. IV
Thème(s) : Risques chroniques, COV à phase à risque et ou CMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : IV. Composés organiques volatils à phrase de risque [...] En plus des dispositions de l'article 6.2, les cheminées susceptibles de rejeter un flux de polluant supérieur à 1 kg/h de poussières, ou 10 g/h de COV avec mention de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F, ou 0,1 kg/h de COV avec mention de danger H341 ou H351, ou 2 kg/h pour les COV autres que ceux mentionnés ci-dessus ont une hauteur minimale comme définie ci-après. La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur ne peut être inférieure à 10 mètres. De plus, le rejet dépasse d'au moins 5 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres. De plus, si le rejet de composés organiques volatils dépasse 150 Kg/h ou 20 kg/h pour ceux à mentions de danger H340, H350, H350i, H360d, H360f, H341 ou H351, la hauteur de la cheminée est conforme aux dispositions des articles 53 à 56 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé.
Constats : L'exploitant n'utilise plus de composés classifiés CMR. Les produits qui en contenaient ont été substitués dans le cadre du procédé industriel.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet